

En quoi le second après-guerre a-t-il su tirer les leçons des échecs du premier après-guerre ?

« La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques. »

Albert Camus, *Combat*, 8 août 1945

★ Introduction/problématique

Le monde sort ravagé de la Seconde Guerre mondiale qui a été *a minima* cinq fois plus meurtrière que la guerre 1914-1918. Et pourtant... la Première Guerre mondiale devait être la « *Der des Ders* ». Rien n'a su empêcher la guerre de recommencer avec la génération des fils des poilus. L'entre-deux-guerres n'a donc pas tenu ses promesses de paix, d'entraide et de stabilité.

Comment éviter qu'un autre conflit mondial, un troisième qui pourrait être l'ultime en raison de la sophistication croissante des armes, ne se déclenche ? L'après-guerre doit être préparé au mieux sinon le risque d'un autre conflit est réel, une mauvaise paix est préjudiciable. Il est donc impératif de réorganiser les relations internationales, sous tous leurs aspects, avec des vainqueurs moins durs envers les vaincus qu'ils ne l'avaient été dans l'immédiat après Première Guerre mondiale. C'est un autre monde qui est alors modelé.

► Plan proposé

I. Les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale tirent les leçons du passé pour que la paix soit durable...

A. Création d'une Société des Nations améliorée : l'ONU...

- ◆ La Société des Nations (SDN) avait été créée pour éviter un nouveau conflit, mais elle a été incapable d'empêcher l'agression de l'Éthiopie par l'Italie ni de prévenir la Seconde Guerre mondiale alors que tous les belligérants en sont membres.
- ◆ L'Organisation des Nations unies (ONU) est créée en juin 1945 avec pour mission de préserver la paix mondiale et bâtir un nouvel ordre mondial. Les Nations unies doivent défendre les libertés, respecter la souveraineté des États (principe de non-ingérence).
- ◆ La prise de décision est facilitée car les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale – qui disposent d'un droit de veto. L'ONU s'est aussi dotée d'une force armée, les « casques bleus », une force de maintien de la paix composée de soldats mis à disposition par les États membres.

- ♦ Les tribunaux militaires internationaux de Nuremberg en Europe et de Tokyo en Asie-Pacifique jugent les responsables de la guerre, pour éviter que les atrocités qui ont caractérisé la Seconde Guerre mondiale ne se reproduisent.

B. Créer un monde économiquement plus solidaire et plus stable

- ♦ À Bretton Woods (1944), l'hégémonie du dollar est définitivement établie, cette monnaie sert désormais d'étalon. Cela met fin à l'absence d'hégémonie monétaire de l'entre-deux-guerres qui avait destabilisé l'économie mondiale (dévaluations sauvages dans les années 1930).
- ♦ La création du Fonds monétaire international (FMI) et de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) doivent aider à reconstruire des relations économiques plus saines que celles de l'entre-deux-guerres.

C. Éviter le piège du protectionnisme...

- ♦ La période qui précède la Première Guerre est une période d'ouverture, une « *première mondialisation* » selon Suzanne Berger. L'entre-deux-guerres est une période de fermeture, surtout après la crise de 1929 (tarifs Hawley-Smoot), cette fragmentation de l'économie mondiale conduit à la Seconde Guerre mondiale.
- ♦ Les États-Unis président à la réunion de la conférence de La Havane qui crée en 1947 le GATT dont l'objectif est la réouverture des économies nationales par la promotion du libre-échange. La clause de la nation la plus favorisée est généralisée aux membres fondateurs.

II. ... mais pas complètement

A. Des frontières bouleversées

- ♦ La carte de l'Europe est redessinée en partie dans sa partie centrale et orientale : l'URSS s'agrandit de 900 000 km² au détriment de ses voisins. Les frontières sont dessinées sans tenir compte des réalités humaines sur place. Une grande partie de la Pologne historique se retrouve en URSS, alors que désormais la Pologne rassemble des terres historiquement allemandes. L'Allemagne est mutilée, divisée et occupée.
- ♦ En Asie, le Japon rend ses conquêtes coloniales. La péninsule coréenne est libérée au Nord par l'Armée rouge et au Sud par les forces américaines.
- ♦ Allemagne et Corée sont divisées entre les vainqueurs de la guerre qui occupent ces pays.
- ♦ Au Proche et au Moyen-Orient, les frontières sont redessinées dans l'immédiat après-guerre. La création d'Israël se fait envers et contre son environnement régional.

B. Une reconstruction politique porteuse de fragmentation

- ♦ Les États-Unis sont garants de la restauration de la démocratie en Europe occidentale, celle où les GI's stationnent encore après la libération. L'URSS doit veiller à la reconstruction politique de l'Europe centrale et orientale... mais l'URSS n'est elle-même pas démocratique alors que les États-Unis restent très présents sur le sol européen.
- ♦ Au Proche et au Moyen-Orient tout est à reconstruire au niveau politique.

C. Une reconstruction économique partielle et conditionnée

- ◆ Les États-Unis proposent le plan Marshall (juin 1947), un plan d'aide et de prêts pour faciliter la reconstruction des pays ravagés par la guerre. Il s'agit pour eux de retrouver des partenaires commerciaux car l'économie américaine est dépendante de ses exportations. C'est, selon Churchill, « *l'acte le plus désintéressé de l'Histoire* ». Ils s'accompagnent pourtant de la signature de multiples accords qui, par exemple, ouvrent le marché cinématographique européen à Hollywood (accords Blum-Byrnes dans le cas français conclus en 1946 en prélude au plan Marshall).
- ◆ L'URSS refuse le plan Marshall, pour ne pas devenir dépendante de Washington, et entraîne dans son refus les pays d'Europe centrale et orientale où stationne l'Armée Rouge.
- ◆ L'Europe occidentale et le Japon se relèvent bien plus rapidement que leurs voisins. La fragmentation économique persiste.
- ◆ Le monde colonial reste très en retard économiquement.

III. De nouvelles erreurs sont commises

A. Une impossible entente des alliés d'hier

- ◆ L'entente se fissure dès la conférence de Potsdam en juillet 1945, Churchill craint la puissance nouvelle de l'URSS. Il dénonce en 1946 un « *rideau de fer de Stettin à Trieste* ». Il cherche un allié européen auprès de la France de De Gaulle.
- ◆ Les tensions commencent dès 1946 en Grèce (où sévit une guerre civile entre monarchistes et communistes) ou au niveau des détroits turcs que convoitent les Soviétiques (remise en question de la Convention de Montreux, 1936).

B. De nouvelles hypothèques sur l'avenir

- ◆ L'arme atomique : une seule bombe peut détruire une ville entière. Un pouvoir de destruction très anxiogène. Il est l'apanage des seuls États-Unis jusqu'en 1949.
- ◆ Un nouveau face-à-face entre deux superpuissances : deux géants que tout oppose et dont l'ambition est la même : dominer le monde.
- ◆ Dès 1947 commence une nouvelle guerre : une « guerre froide ». Une paix impossible...

C. Les guerres coloniales prennent la suite de la Seconde Guerre mondiale

- ◆ La France mène une première guerre coloniale en Indochine dès 1946, elle s'achève en 1954 avec l'indépendance de la péninsule indochinoise. La guerre d'Algérie commence, quant à elle, à la Toussaint 1954 (répression des émeutes de Sétif en mai 1945).
- ◆ Les Pays-Bas mènent une guerre coloniale dans les Indes néerlandaises.
- ◆ De fortes tensions existent aussi dans le monde africain : Madagascar, émeutes *Mau-Mau* au Kenya... Un monde s'éveille.

► Conclusion/mise en perspective

Certaines leçons du passé ont su être tirées dans l'après Seconde Guerre mondiale, une reconstruction du monde tant au niveau politique et économique. La volonté est d'éviter la fragmentation mortifère de l'entre-deux-guerres et de reconstruire le monde selon des valeurs universelles comme en témoigne la Déclaration universelle des droits de l'Homme définie en 1948. L'ONU est constituée avec une force armée pour avoir la possibilité de faire appliquer ses résolutions et ainsi éviter l'impuissance

de la Société des Nations. C'est pourtant insuffisant pour préserver la paix, comme le montrent les tensions de l'immédiat après-guerre, les guerres coloniales mais aussi la guerre froide. Les déséquilibres sont puissants et porteurs de conflits à venir, notamment du fait de frontières redessinées sans tenir compte des réalités humaines.

Un concept Justice internationale et crime contre l'humanité

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les alliés décident d'organiser des grands procès pour que les crimes perpétrés lors du second conflit mondial ne demeurent pas impunis. C'est une première dans l'histoire, car habituellement un conflit se termine par un ou plusieurs traités de paix. Un tribunal militaire international siège à Nuremberg, en Allemagne occupée, entre le 20 novembre 1945 et le 1^{er} octobre 1946 pour juger 24 dignitaires nazis. Un autre tribunal militaire international siège à Tokyo à partir de janvier 1946 pour juger les crimes perpétrés dans le cadre de la guerre du Pacifique par les responsables militaires japonais. Les crimes de guerre recouvrent les exactions dont sont victimes les civils, les prisonniers de guerre, les exécutions, pillages, destructions de villes... La notion de crime contre l'humanité est définie pour la première fois : « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux. » C'est un crime imprescriptible, jugé pour la première fois lors du procès de Nuremberg notamment pour ce qui concerne la Shoah, il est aussi utilisé lors du procès de Tokyo.

Pour faire la différence. Les accords de Bretton Woods

Cette réunion se tient alors que les combats ne sont même pas terminés. Il s'agit de préparer l'après-guerre au niveau économique. Elle se tient aux États-Unis en juillet 1944 et réunit 44 pays, alliés, pour refonder le système monétaire international et pour relancer l'économie mondiale, l'URSS participe aux négociations. Cette réunion est dominée par deux économistes : l'anglais John M. Keynes et l'américain Harry D. White qui parvient à imposer ses vues. Alors que John M. Keynes proposait de fonder le système monétaire international sur le bancor, une monnaie non nationale, Harry D. White impose le dollar comme monnaie étalon ; il est « *as good as gold* ». John M. Keynes souhaitait un système où pays débiteurs et créditeurs soient solidaires, ce n'est pas le choix de White qui impose la vision américaine : les pays débiteurs devront, seuls, subir les ajustements. Il faut renouer avec une stabilité monétaire qui a fait défaut au lendemain de la Première Guerre mondiale et a contribué à dégrader les relations internationales de l'entre-deux-guerres. L'objectif des accords de Bretton Woods est de permettre la reconstruction la plus rapide possible d'un monde très affaibli par le conflit. La création de la Banque mondiale et du FMI répond à cet objectif, ces organismes doivent soutenir le développement économique de leurs membres. Les accords de Bretton Woods créent un cadre monétaire et financier favorable à l'épanouissement de la croissance économique qualifiée, en France, de « *Trente glorieuses* » (Fourastié) assurant plus une logique de croissance que de part de marché (Jean-Paul Fitoussi). Ils prennent fin au début des années 1970, à l'initiative des États-Unis.

Quelles leçons peut-on tirer des stratégies et des voies de développement empruntées par l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie depuis la Seconde Guerre mondiale ?

« Les trajectoires politiques, économiques et sociales des pays dits « des Suds », l'intensification de leurs interdépendances liées à la globalisation, recomposant les anciennes et créant de nouvelles hiérarchies entre eux, entre les villes, entre les territoires, enfin les bouleversements – souvent brutaux – dérivés d'une transition démographique inégalement achevée et d'une massification urbaine, auxquels ont du mal à répondre des États souvent faibles, confortent la conviction qu'une large partie de l'humanité relève aujourd'hui encore des problématiques spécifiques au développement »

Jean-Louis Chaléard et Thierry Sanjuan, *Géographie du développement. Territoires et mondialisation dans les Suds*, 2017

★ Introduction/problématique

Les pays en développement semblaient avoir une unité réelle jusqu'aux années 1970. Yves Lacoste en proposa même une carte en 1965 fondée sur le recoupement de critères démographiques et économiques. Or, les mutations qui se sont produites depuis 5 ou 6 décennies conduisent à s'interroger sur la réalité de cet ensemble. Contestée depuis les années 1990, la terminologie « Tiers-Monde » n'a plus cours aujourd'hui d'autant que, de longue date, l'unité de ce Tiers-Monde n'était que de pure façade. Depuis 2016, la Banque mondiale a également abandonné l'expression « Pays en développement » face à l'hétérogénéité des niveaux de richesses, préférant opter pour une approche géocontinentale en classant les pays selon leurs niveaux de revenus (pays à haut revenus, à bas revenus, à revenus moyens supérieurs et à revenus moyens inférieurs). Si l'on entend par développement, « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une société qui la rend apte à faire durablement le produit réel global » (François Perroux), il est patent de constater que la multiplication des consensus (Washington, Buenos Aires, Pékin) traduit la difficile gestion des stratégies de développement et les échecs respectifs de modèles souvent inadaptés qui furent tout autant des grands bonds en avant que des retours en arrière. En quoi les expériences de développement et les tentatives menées pour sortir de la trappe des pays pauvres ont-elles provoqué l'éclatement des trajectoires et avec quel bilan ?

► Plan proposé

I. Le pari du développement : surmonter des blocages multiples

La problématique du sous-développement apparaît en tant que telle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsque le président Harry S. Truman évoque dans son adresse inaugurale de janvier 1949 des « pays sous-développés ». La notion est née du constat de l'inégalité de niveau d'industrialisation entre les pays industrialisés et des pays sous-développés. Ce décalage nourrit la thèse du retard et du rattrapage que l'on trouve chez Walt Whitman Rostow dans *Les étapes de la croissance économique* (1960), le développement étant perçu comme un processus linéaire et irréversible qu'il convient d'accélérer en aidant les pays les plus pauvres. D'autres analyses considèrent au contraire le sous-développement comme inhérent aux mécanismes d'exploitation des pays du Sud par les pays du Nord (théorie de la déconnexion).

A. Sortir de la dépendance

- ◆ C'est le choix qui s'impose pour l'Amérique latine à l'issue de la crise de 1929. Raul Prebisch et Anibal Pinto s'appliquent à conceptualiser et à élaborer (via la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPAL) des stratégies de développement autocentré afin de sortir de la dépendance. L'ultime étape de cette galvanisation dogmatique est représentée par le best-seller mondial de l'écrivain Edouardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971), ouvrage qui accentue la croyance des latino-américains que leurs difficultés proviennent du pillage de leurs richesses par les *Gringos* du Nord. Un seul, à l'époque, Octavio Paz, critiquait un système qu'il qualifiait de patrimonial.
- ◆ Pour Samir Amin (*Le développement inégal*, 1973), le sous-développement est lié à l'exploitation des pays en développement par les pays industrialisés qui pillent leurs richesses, rémunèrent faiblement l'achat des matières premières (ce qui participe à la détérioration des termes de l'échange), transfèrent les capitaux de la périphérie vers le centre, expliquant le processus d'accumulation du capital au profit des seuls pays occidentaux. Ceux-ci bénéficient de la complicité et de l'appui d'une bourgeoisie « comprador » qui autorise leur intervention ou les coups d'État (Guatemala en 1954, Chili en 1973).

B. Sortir de la logique des blocs

- ◆ L'Asie fut victime de la logique des blocs : proclamation de la République populaire de Chine en octobre 1949, guerre de Corée entre 1950 et 1953, guerre d'Indochine entre 1946 et 1954, guerre du Vietnam de 1964 à 1975.
- ◆ En 1960, la Corée du Sud était plus pauvre que le Ghana ainsi que de nombreux pays d'Afrique. Le revenu par habitant à Taiwan était inférieur à celui du Brésil et quatre fois plus faible qu'en Argentine. Hong Kong et Singapour avaient un revenu par habitant équivalent à celui de l'Amérique latine. À partir des années 1960, ces quatre économies entrent progressivement dans une dynamique de croissance de sorte qu'entre 1960 et 1980, leur revenu avait quadruplé.
- ◆ Le dynamisme de la région n'a pas été prévu ni anticipé. En 1961, Paul Rosenstein-Rodan publie ses prévisions pour 66 pays à l'horizon 1976. Il annonce qu'en Asie, Inde, Birmanie et Pakistan connaîtront une croissance de leur revenu par habitant deux à trois fois supérieure à celle de la Corée du Sud, de Taiwan ou de Singapour.

Mais, les champions de la croissance et du développement sont situés selon lui en Amérique latine (Argentine, Uruguay) et en Afrique (Angola, Kenya, Nigeria). À la même époque, l'avenir ne semble guère radieux pour l'Asie : Gunnar Myrdal publie en 1968, *Asian Drama (Le drame de l'Asie. Une enquête sur la pauvreté des Nations)* et Singapour qui se sépare de la Malaisie ne paraît pas viable.

- ◆ La croissance asiatique fut irrespectueuse des paradigmes traditionnels. Cet irrespect explique l'insistance sur le caractère exceptionnel et non reproductible du « miracle » asiatique. En d'autres termes, il est impossible d'en tirer des leçons de politiques économiques. Ignacy Sachs s'exprime en ces termes en 1987 : « il n'y a pas de place pour un nouveau Japon, ni pour une nouvelle bande des quatre, tellement est grande la vulnérabilité à laquelle s'exposent des pays dépendant de l'accès aux marchés des pays industrialisés » (*La politique de développement et la crise des années 1980*).

C. Sortir du legs de la colonisation

- ◆ Les systèmes mis en place par le colonisateur furent des ponctions de rente avec peu d'accumulation du capital : prélèvement par la contrainte (travaux forcés, impôts de capitation, obligation de se convertir dans l'agriculture d'exportation). Le pacte colonial fut dès l'origine l'instrument de l'expansion d'un capitalisme prédateur. Par conséquent, les colonisations ont durablement enraciné l'Afrique dans une spécialisation rigide et appauvrissante : exportation de ressources naturelles et importation de produits manufacturés.
- ◆ Les stigmates de la colonisation ont laissé une empreinte décisive :
 - des économies désarticulées, assises sur des rentes minières et agricoles, des économies de ponction plus que de mises en valeur ;
 - des économies périphériques avec un mauvais positionnement sur les chaînes de valeur ajoutée ;
 - des économies dépendantes des ressources extérieures.
- ◆ L'exploitation coloniale au profit exclusif des métropoles a pu ruiner les économies locales : destruction par le Royaume-Uni de l'activité textile indienne florissante jusqu'au début du XIX^e siècle au profit de la sienne par le mécanisme de la préférence impériale et par des mesures tarifaires qui lui ont assuré des débouchés, essor de l'économie de plantation à l'origine de la désarticulation latifundiaire. Mais, il convient d'éviter les généralisations abusives car d'une part, certains pays en développement ne furent jamais colonisés (Afghanistan) ou alors pendant très peu de temps (Éthiopie dans les années 1930) et d'autre part, les formes de la colonisation furent variées : la colonisation de peuplement (Canada, Australie) n'a pas eu les mêmes conséquences que la colonisation d'exploitation (Afrique, Amérique latine).
- ◆ Héritée du courant « tiers-mondiste » qui se situe dans le sillage des analyses marxistes (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916) et qui étudie le sous-développement comme une conséquence de l'impérialisme politique et économique des pays industrialisés, cette conception fut combattue à partir des années 1980 par les courants anti-tiers-mondistes qui insistent à la fois sur les responsabilités et les blocages des pays du Sud : poids des dictatures, absence de respect des droits de l'Homme, présence « d'institutions extractives » au sens de Daron Acemoglu (captation des rentes par une minorité), absence de bourgeoisie entrepreneuriale...

II. Des stratégies de développement qui conduisent à « naviguer par zigzag pour atteindre le cap choisi en utilisant des vents favorables ou contraires » (Albert Hirschman)

A. Du développement autocentré au consensus de Washington

- ♦ Jusqu'aux années 1980, les États ont mené des politiques volontaristes de développement économique assises sur la protection de l'économie nationale (protectionnisme éducateur), la création d'infrastructures et la promotion du secteur industriel. Les États non socialistes ont développé des politiques dites de « substitution aux importations » (ISI). Il s'agissait de réduire les importations en développant des industries de consommation capables de répondre aux besoins de la population : confection, brasseries, industries alimentaires. Les industries fondées sur la transformation des matières premières locales s'inscrivaient dans la même logique (huileries d'arachides au Sénégal). Ce modèle a rencontré un net succès au début mais les difficultés se sont vite fait sentir : étroitesse des marchés locaux, dépendance technologique maintenue, coûts de production trop élevés rendant les productions non concurrentielles.
- ♦ Le modèle des « industries industrialisantes » repose sur le développement d'industries de base sur le modèle des pôles de croissance de François Perroux : aciéries, raffineries, complexes pétrochimiques à l'instar de Lazaro Cardenas Las Truchas au Mexique. Dans les cas extrêmes, ce modèle s'inspira de l'expérience soviétique (croissance déséquilibrée de Préobrajenski) : l'Algérie comme l'Union indienne (modèle de Feldman-Mahalanobis) se lancèrent dès les années 1950-1960 dans la création d'industries sidérurgiques et pétrochimiques. Cette stratégie surtout en Algérie a produit des effets pervers : l'agriculture ayant été délaissée, il a fallu recourir à des importations agricoles.
- ♦ À partir des années 1980, les paradigmes de l'économie mondiale ont changé. Le credo libéral s'est imposé dans le sillage du consensus de Washington. Sous la pression des bailleurs de fonds internationaux, la plupart ont adopté des politiques d'ajustement structurel caractérisées par le retrait de l'État, la privatisation des services publics et l'ouverture. L'échec de l'ajustement structurel dans les années 1990 conduira à des inflexions (consensus de Buenos Aires) afin de promouvoir des réformes de deuxième génération (réformes sociétales).

B. Des stratégies de valorisation des matières premières et des produits agricoles

- ♦ Une des principales conséquences de l'ouverture fut le retour au modèle exportateur de matières premières. Ce modèle reste un héritage de la colonisation et fonctionne sur le postulat que l'exportation de produits bruts doit leur permettre de financer leurs équipements et leur décollage industriel. Les États ont profité du supercycle des matières premières (minerais, hydrocarbures, métaux stratégiques) conduisant très souvent à une reprimarisation des économies (Pérou, Brésil, Chili). La richesse en hydrocarbures des pays du Golfe Persique a également favorisé l'essor des pays mono-producteurs depuis les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Néanmoins, l'exploitation des richesses minières et énergétiques peut avoir des effets pervers en provoquant une hausse des prix intérieurs, une augmentation des importations de substitution et en rendant les exportations de produits manufacturés moins compétitives. C'est